



Grand Paris : le pire serait de ne rien faire

Un collectif d'acteurs franciliens

Le refus par le Sénat de toute évolution institutionnelle dans la région parisienne met un coup d'arrêt à la création d'une métropole du Grand Paris. Un collectif d'universitaires, urbanistes, responsables associatifs et acteurs économiques rappelle ici et dans Libération les enjeux de cette mutation. Pour eux, il est urgent d'engager ces transformations tant le statu quo est devenu intenable.

Le 15 mai 2012, à l'hôtel de ville de Paris, le Président de la République prit l'engagement de créer une métropole parisienne dotée de pouvoirs réels. Un an plus tard, le Sénat a refusé toute évolution institutionnelle dans la région capitale. Il ne nous revient pas d'écrire la loi, mais nous nous joignons aux nombreux habitants et acteurs impliqués dans le Grand Paris pour dire aux élus : le *statu quo* n'est pas tenable.

En 1945, la région parisienne comptait 6,5 millions d'habitants. Elle en héberge aujourd'hui près du double, sans compter les dizaines de millions de touristes qui passent dans la capitale. Un Francilien sur deux habitait Paris *intra-muros*, contre moins d'un sur cinq aujourd'hui. Des centaines de milliers d'emplois industriels ont disparu et Paris reste aujourd'hui un des centres mondiaux de la création, la technologie et les services aux entreprises. Toujours compliqués, les rapports avec la France ont dépassé l'opposition stérile entre Paris et le désert français. Paris était une ville capitale, elle est devenue le cœur d'une métropole mondiale.

Au quotidien, on oublie l'ampleur de cette transformation qui bouscule nos modes de vie et nos économies : nous inventons une nouvelle société depuis 50 ans. Nos villes en portent la marque.

Longtemps, cette mutation s'est faite sans heurts : entre interventions massives (villes nouvelles, grands ensembles, RER, etc.) et moments agités (mai 1968), un sens des équilibres économiques et humains était préservé. Les années 2000 marquent une rupture : les émeutes violentes se sont multipliées, la dynamique économique a freiné plus qu'ailleurs, la construction de logements et de transports s'est grippée. La tentation du repli sur soi a frappé les entreprises, les quartiers, les élites.

Les raisons ne manquent pourtant pas de penser que (le Grand) Paris s'écrit toujours au futur :

- Une métropole riche de ses habitants, de son Histoire, de ses quartiers : malgré des difficultés, cette métropole construite sur l'ouverture aux autres et au monde assimile la diversité de ses populations, joue de son patrimoine sans s'y enfermer, suscite la créativité et le rayonnement de ses talents.
- Une métropole riche de son esprit démocratique : les débats de Paris Métropole ont montré des citoyens grand-parisiens en alerte et disponibles. Pour peu que l'on cherche, l'esprit de Liberté et de démocratie qui ont contribué à la grandeur et l'influence de Paris et de la France dans le monde souffle toujours.
- Une métropole riche de son esprit ingénieux et entreprenant : même si c'est dans le désordre, un grand nombre d'acteurs sont mobilisés. Élus, entreprises, associations, habitants, de multiples initiatives bousculent le *statu quo*. Des innovations sont amorcées chaque jour dans la métropole qui changent la vie de chacun, partout sur la planète.

Beaucoup d'élus se sont mis en mouvement, notamment *via* la conférence métropolitaine. Changer les rapports entre Paris et la banlieue n'est pas la moindre des démarches engagées : équilibrer des relations marquées par l'inféodation de tout ce qui n'était pas parisien est une tâche ardue.

Cette énergie n'est toutefois pas inépuisable : elle a besoin d'être soutenue et accompagnée. Il revient au Parlement d'installer un cadre institutionnel et un calendrier qui permettront à chacun, élu, citoyen ou acteur économique, social ou associatif de jouer son rôle dans la construction au quotidien de la métropole. Partout dans le monde, les défis métropolitains transforment l'action politique. Quand Lyon et Marseille (bon gré mal gré) s'inscrivent dans ce processus, Paris ne peut rester à l'écart.

Le pacte métropolitain que nous appelons de nos vœux repose sur quelques principes simples :

- Considérer l'importance des citoyens, de la société civile, des entreprises, dans la dynamique métropolitaine. On ne pourra pas construire la métropole sans celles et ceux qui la font vivre.
- Assumer la complexité de ce territoire aux centres multiples. La banlieue n'est ni une extension de Paris, ni un maelstrom désorganisé. La singularité de chaque lieu doit trouver sa place et chaque grand territoire doit pouvoir se faire entendre.
- Engager la mutation institutionnelle de manière pragmatique mais ferme. La métropole se construit patiemment et ce processus est riche : il permet de fédérer les énergies plutôt que d'opposer les territoires. Mais un processus ne vit que par sa dynamique et par les preuves données à chacun de son avancement.

Le respect des territoires, c'est aussi le respect des citoyens et des acteurs locaux : cela passe par le fait qu'ils ne soient pas les otages d'arbitrages coinçant tout le monde dans un entre-deux bancal par absence de choix.

Les responsabilités sont partagées dans la situation actuelle. Le rejet par le Sénat a pu se nourrir de l'impression d'un recul : certains territoires pensent encore les plaies de décennies d'arrogance parisienne et le texte comme les négociations qui l'ont précédé ont alimenté la crainte que la métropole cache un retour du suzerain parisien.

On a aujourd'hui le sentiment d'un malentendu : après des efforts conséquents de chacun et alors que des objectifs communs sont partagés, les discussions sur la loi renvoient le collectif francilien dix ans en arrière.

Il faut, pourtant, qu'une avancée soit possible. Si le texte fait une place à la diversité des banlieues, une discussion est concevable. S'il fait droit aux notions de coopération et d'écoute mutuelle qui se sont construites dans les débats, que ce soit à Paris Métropole, à l'occasion du SDRIF, ou sur le Grand Paris Express, un accord est accessible. Si le texte de loi n'organise pas de vassalisation, s'il fait une place pour les acteurs et les citoyens, un consensus doit être obtenu.

Les citoyens ont conscience que leur avenir et celui de leurs territoires se joue en ce moment. Les acteurs économiques et associatifs sont impatients que le Grand Paris advienne. Des observateurs de toute la planète scrutent la région parisienne en y cherchant l'émergence d'un modèle métropolitain innovant. Arrivée aux responsabilités dans les deux dernières décennies, une génération d'élus décide maintenant de l'avenir de la région, de notre avenir à tous. Beaucoup sont respectés pour ce qu'ils ont réalisé depuis dix ans. Il serait dommage de ne pas être à la hauteur de ce rendez-vous historique.

Marie-Hélène Bacqué (université Paris-Ouest Nanterre La Défense)
Daniel Béhar (École d'urbanisme de Paris)
Jean-Luc Beylat (président, Systematic Paris-Région)
Jacques-Jo Brac de la Perrière (Villes et transports en Île-de-France)
Paul Chemetov (architecte)
Laurent Davezies (Conservatoire national des arts et métiers)
Marc Desforges (consultant)
Stephane Distinguin (président, Cap Digital)
Jacques Donzelot (université Paris-Ouest Nanterre La Défense)
Francis Dubrac (président, Plaine Commune Promotion)
Philippe Estèbe (IHEDATE)
Frédéric Gilli (Sciences Po ; Campana Eleb Sablic)
Dominique Giry (Logéo ; président, Conseil de développement du Val-de-Marne)
Arnaud Gobet (Innothéra ; président, Medicen)
Frédérique de Gravelaine (écrivaine ; consultante)
Nadine Herman (Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne)
Djamel Klouche (l'AUC)
Yves Laffoucrière (directeur général, Immobilière 3F)
Maud Le Floch (Pôle des arts urbains)
Vincent Lidsky (haut fonctionnaire)
Yves Lion (urbaniste)
Béatrice Mariolle (architecte ; enseignante)
Bernard Mauplot (président, Ordre des architectes d'Île-de-France)
Mohamed Mechmache (ACLEFEU)
Olivier Mongin (Esprit)
Nordine Nabili (Bondy Blog)
Ingrid Nappi-Choulet (professeur à l'ESSEC)
Philippe Panerai (urbaniste)
Christophe Robert (Fondation Abbé Pierre)
Francis Rol-Tanguy (ingénieur général des ponts et des eaux et forêts)
Simon Ronai (Orgeco)
Claude Samson (président, Afilog)
Bernardo Secchi (Studio 13)
Jean-Dominique Secondi (architecte ; ARTER)
Michaël Silly (Ville hybride)
Michael Storper (Sciences Po ; University of California, Los Angeles)
Philippe Subra (université Paris-8 Vincennes Saint-Denis)
Dominique Vernay (président, Fondation de coopération scientifique Campus Paris-Saclay)
Paola Vigano (Studio 13)

Pour citer cet article :

Un collectif d'acteurs franciliens, "Grand Paris : le pire serait de ne rien faire", *Métropolitiques*, 25 juin 2013. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Grand-Paris-le-pire-serait-de-ne.html>.